

**Séance ordinaire du  
jeudi 1 février 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Julie FRÊCHE.

**Vœu pour la réalisation de la ligne LGV Montpellier/Perpignan/Barcelone -  
Déposé par le Groupe majoritaire**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Après le rapport Duron, le Conseil municipal de Montpellier réaffirme sa volonté de voir la ligne LGV Montpellier/Perpignan/Barcelone sortir de terre.

A la suite de la présentation aujourd'hui même, jeudi 1<sup>er</sup> février 2018, des conclusions du rapport Duron sur les infrastructures de transports, les élus de la Ville accueillent avec satisfaction le fait que la réalisation du segment ferroviaire Montpellier/Béziers ait été considéré comme prioritaire.

Ce segment est en effet une priorité pour la réalisation de la ligne LGV Montpellier/Perpignan/Barcelone. Le Conseil municipal de Montpellier tient à insister à nouveau sur l'importance de cette ligne voyageurs et fret qui est indispensable pour le segment transfrontalier entre la France et l'Espagne mais aussi pour désengorger le Sud de la France. L'Europe l'appelle de ses vœux.

Le Conseil municipal de Montpellier réaffirme sa volonté de voir ce projet sortir de terre avec une déclaration d'utilité publique (DUP) courant 2019. Une première tranche de travaux en 2023, comme indiqué dans le rapport Duron, serait la bienvenue. Cette LGV libèrerait ainsi des sillons pour des trains quotidiens et régionaux. Tout cela va également dans le sens de la réduction de l'impact carbone.

Les élus de la Ville de Montpellier attendent désormais avec impatience le rapport Spinetta ainsi que les décisions du gouvernement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le présent vœu.

**Le Conseil adopte**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 2 février 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180201-28850-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 12/02/18  
Réception en Préfecture : 12/02/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.